

IMPACT DE LA PRIVATISATION SUR LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES DANS LES ECONOMIES EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

CHADLIA Amel

Maître Assistante

Ecole Supérieure de Commerce d'Alger -ESC-



Résumé:

La majorité des études empiriques soutient l'hypothèse d'amélioration de la performance de l'entreprise publique après sa privatisation. L'objectif de cet article est d'étudier l'impact de la privatisation sur la performance des entreprises publiques dans les économies en voie de développement. Ce travail montre globalement que la privatisation a un impact positif sur le niveau de performance de l'entreprise.

Mots clés:

- Privatisation - performance - économie en voie de développement.

ملخص:

معظم الدراسات التجريبية تدعم فرضية تحسين أداء الشركة العامة بعد خصخصتها. ويتمثل الهدف من هذا المقال في دراسة أثر الخصخصة على أداء المؤسسات العامة في الاقتصاديات النامية. ويظهر هذا العمل عموماً أن الخصخصة لها تأثير إيجابي على أداء الشركة..

الكلمات الرئيسية:

✓ الخصخصة، الأداء، والاقتصاديات النامية.

INTRODUCTION :

L'entreprise cherche toujours à améliorer sa performance, cette notion a connu plusieurs définition ; par exemple ; Morin et Savoie (2002)ⁱ admettent que la performance est l'efficacité, ces auteurs considèrent l'efficacité comme un jugement que porte un individu ou un groupe sur l'organisation ou sur ses activités, ses produits, ses résultats...etc. ;

Et De la Villarmois (2001)ⁱⁱ, définit la performance comme l'efficacité et l'efficience. Ces dernières représentent la capacité de réaliser les objectifs fixés et la productivité attendue;

Plusieurs auteurs admettent que la notion de performance dépend de la forme de propriété de l'entreprise et plus précisément cette notion est parfaitement liée aux entreprises privées et pour cette raison ils suggèrent la privatisation des entreprises publiques.

Dans le présent article, nous étudions l'impact de la privatisation sur la performance des entreprises publiques dans les économies en voie de développement. Pour satisfaire notre objectif de recherche nous posons la problématique suivante :

Est-ce que la privatisation a toujours un impact positif sur la performance des entreprises publiques dans les économies en voie de développement ?

Afin de répondre à cette problématique nous émettons l'hypothèse suivante :

La privatisation peut constituer une solution possible pour améliorer le niveau de performance des entreprises publiques.

I. LA PRIVATISATION :

La privatisation consiste en une opération de transfert de propriété des acteurs publics vers des investisseurs privés.

Le concept de la privatisation peut être cerné sous deux angles, le premier angle dit : **forme restrictive de la privatisation**, selon cette forme fondée sur l'approche microéconomique, la privatisation est le transfert de la propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé. Il est clair que cette forme se limite au seul transfert de propriété et elle exclut les autres formes de privatisation, cette forme restrictive a été défendue par S.Merten-Beisse qui considère que la privatisation est un transfert au secteur privé de la propriété des participations majoritaires détenues directement ou indirectement par l'Etat dans les entreprises du secteur public. Le deuxième angle dit : **forme complète de la privatisation**, dans ce cas la privatisation englobe toutes les formes de délégations et de transfert de propriété ou de droit contractuel au secteur privé. M.Rhomari 1994, donne un sens large à la privatisation du fait qu'elle « regroupe à la fois les opération de dérégulation et de renforcement de la concurrence, le démantèlement des monopoles publics, le recours aux régimes de concession et de sous-traitance pour effectuer des missions de service public, ainsi que les cessions d'actifs publics, les allocations distribuées par l'Etat aux consommateurs d'un service qui sera fourni par un prestataire privé ».

Nous pouvons distinguer deux formes de privatisationⁱⁱⁱ.

➤ **LA PRIVATISATION TOTALE :** la privatisation est totale lorsque la totalité des droits de propriété de l'Etat sont transférés au secteur privé ;

➤ **LA PRIVATISATION PARTIELLE :** La privatisation est partielle si l'Etat s'engage dans la privatisation du secteur public progressivement et au fur et à mesure de l'ouverture des mentalités et de la levée des contraintes multiformes inévitables à tout processus de privatisation. C'est le cas des pays qui présentent des difficultés politico-social comme l'Algérie, la Tunisie,..etc.

II. IMPACT DE LA PRIVATISATION SUR LA PERFORMANCE :

La nature du lien privatisation-performance, peut être : positive, négative ou neutre. Dans ce qui suit, nous présentons les principales recherches d'étude de l'impact positif de la privatisation sur la performance des entreprises publiques dans les économies en voie de développement^{iv}:

➤ Meggison, Nash et Van Randerborgh (1994):

Ces auteurs ont réalisé une étude composée d'un échantillon de 18 pays (douze pays industrialisés et six pays en voie de développement « PED »). Ils ont fait une analyse comparative de la performance financière et d'opération pré- et post privatisation de 61 entreprises appartenant à 32 industries. Ces auteurs ont constaté que les entreprises privatisées ont amélioré leur ratio d'investissement, d'endettement, d'efficacité et de productivité de façon significative. Selon ces auteurs, le passage de la propriété publique à la propriété privée contribue aussi à la réduction de la proportion des dettes dans la structure du capital.

➤ Plane (1999), Perotti et Guney (1993) :

Ces auteurs, concluent à travers leurs recherches que, la privatisation s'accompagne généralement d'une déréglementation ou d'une ouverture du marché, les entreprises nouvellement privatisées augmentent leurs dépenses d'investissement pour se développer et rester compétitives.

➤ Mathur et Banchuenvijit (2007) :

Ces auteurs ont analysé les variations dans les performances économiques et financières de 103 entreprises privatisées réparties entre pays industrialisés et pays en voie de développement par émission d'actions durant la période 1993-2003.

Ces auteurs ont constaté une amélioration des différents indicateurs de performance à l'exception des indicateurs d'investissement et d'emploi qui ont enregistré une baisse.

La comparaison entre les entreprises des pays industrialisés et les entreprises des pays en voie de développement, a montré des améliorations similaires, à l'exception des indicateurs de la rentabilité et des dépenses en capital.

➤ Ben Naceur, Ghazouani et Omran (2007) :

Ces auteurs analysent la performance de 95 entreprises nouvellement privatisées dans le MENA (Middle Eastern and North Africa), entre 1990 et 2001. Leur échantillon est composé de 55 entreprises égyptiennes, 6 entreprises marocaines, 13 entreprises tunisiennes, et 21 entreprises turques. Leurs résultats stipulent que ces entreprises enregistrent des améliorations significatives en termes de rentabilité, d'efficacité, d'endettement. Et ils ont constaté également que ces améliorations ont été accompagnées par des conséquences sociales négatives, il s'agit essentiellement de la baisse significative de l'emploi.

➤ Boubakri, Cosset et Guedhami (2009) :

Ces auteurs ont constitué un échantillon de 189 entreprises réparties sur 39 pays développés et en développement. L'ensemble de ces entreprises exerce dans le domaine de l'industrie stratégique, selon chaque pays, cette dernière concerne l'une des activités suivantes : les activités liées aux finances, mines et sidérurgie, télécommunications, transports, utilités, énergie, et productions liées à l'armement.

Les résultats obtenus confirment que la privatisation a un impact positif et significatif sur la rentabilité et l'efficacité de ces entreprises stratégiques après leur privatisation. Les auteurs constatent :

- des améliorations en termes d'augmentation des dépenses en capital ;

- l'emploi et l'endettement n'ont pas enregistré une baisse ;
- dans le domaine de l'industrie stratégique, les entreprises étatiques sont toujours les moins performantes ;

III. ETUDE COMPARATIVE:

Dans cette partie, nous présentons l'expérience de deux pays en voie de développement qui sont : l'Algérie et la Tunisie

III.1 PRESENTATION DE L'EXPERIENCE DE « LA TUNISIE* » :

III.1.1 HISTORIQUE DE LA PRIVATISATION EN TUNISIE :

En 1986, la Tunisie, pays emprunteur vis-à-vis des institutions de crédit international, avait accepté, dans un contexte de crise économique et sociale grave, la mise en œuvre d'un plan d'ajustement structurel (PAS) sous la tutelle des institutions de Bretton Woods (le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale). Par la suite, face à l'échec du premier PAS, il a dû se résigner, une seconde fois, à la mise en œuvre d'un second PAS, sous couvert de la politique de partenariat avec l'Union européenne (UE).

Les privatisations, qui constituent la pierre angulaire du PAS, toujours exigées par la banque mondiale et le FMI, sont un phénomène récent en Tunisie. Elles furent amorcées avec beaucoup de précaution, voire de réticences en 1987, mais elles connaissent depuis quelques années, sous l'effet de l'AAUE (l'Accord d'association l'Union européenne, conclut, en 1995, entre l'état tunisien et l'UE.) un véritable succès.

Les principales étapes de l'évolution du programme de privatisation tunisien sont ^v:

- **La 1ère phase (1987-1994) :** destinées particulièrement aux entreprises à structure financière déséquilibrée. Ces privatisations ont été réalisées sous forme de vente d'actifs où, avec une division de la société en plusieurs unités d'exploitation autonomes afin de faciliter leur cession d'un côté et d'attraction d'un grand nombre d'investisseurs;
- **La seconde phase (1994-1997) :** cette période a connu d'importantes réformes économiques et la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel approprié. Dans cette phase, les opérations de privatisation ont touché les entreprises à structure financière saine. Leur privatisation se fait sous forme de vente de blocs d'actions de contrôle sur la base d'un cahier des charges et/ou d'offres publiques de vente. Et c'est à partir de 1996, que le programme de privatisation a commencé à connaître un rythme soutenu grâce à la cession d'entreprises bénéficiaires.

Durant cette période, 45 entreprises ont été privatisées, ce qui donne une moyenne égale à 15 entreprises par an alors que dans la première période la Tunisie a enregistré une moyenne de 6 entreprises par an.

- **La troisième phase, entamée depuis 1998,** cette phase a connu l'introduction des grandes sociétés dans les programmes de privatisation. Ces grandes sociétés ont été considérées comme les sociétés les plus attractives aux investisseurs nationaux et étrangers.

III.1.2 OBJECTIFS DE LA PRIVATISATION EN TUNISIE :

La privatisation vise principalement à :

- Garantir la pérennité de l'entreprise concernée à travers l'amélioration de son efficacité et de sa compétitivité ;

* Nom officiel : République Tunisienne : un pays d'Afrique du nord qui a pour capitale [Tunis](#). Avec une superficie : 163 610 km² et une population de 10,777 millions, Elle est bordée au nord et à l'est par la [mer Méditerranée](#), à l'ouest par l'[Algérie](#) avec 965 kilomètres de [frontière commune](#) et au sud-est par la [Libye](#) avec 459 kilomètres de [frontière](#). Sa capitale [Tunis](#) est située dans le nord-est du pays, au fond du [golfe de Tunis](#)

- Consolider l'équilibre des finances publiques en réduisant, d'une part, les dépenses prises en charge par le budget de l'Etat au profit de certaines entreprises publiques et en lui procurant, d'autre part, des ressources additionnelles permettant de soutenir l'effort de l'Etat dans d'autres domaines ;

- Dynamiser le marché financier et développer l'actionnariat populaire.

III.1.3 LES TECHNIQUES DE PRIVATISATION RETENUES EN TUNISIE :

Il s'agit essentiellement des quatre techniques suivantes :

- **Vente d'éléments d'actifs** : Cette technique concerne les unités d'exploitation autonomes d'une entreprise qui possède une structure financière déséquilibrée.

- **Vente de blocs d'actions** : cette technique est conçue pour les entreprises possédant une bonne situation financière et constituent un potentiel de croissance économique.

- **Ouverture de capital** : La technique d'ouverture de capital contribue à stimuler le marché financier et à promouvoir l'actionnariat populaire.

- **Concession** : Dans ce cas, il s'agit d'un transfert d'un droit de gestion ou d'exploitation d'une entité publique à une entité privée pour une durée déterminée.

III.1.4 PRESENTATION D'UNE ETUDE DE CAS :

Plusieurs recherches visaient à mesurer l'amélioration de la performance des entreprises Tunisiennes privatisées. Parmi ces recherches nous présentons: L'étude de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ)^{vi}.

Cette étude consiste à tester s'il y a des changements significatifs dans le niveau de performance avant et après le lancement du processus de privatisation pour 34 entreprises. L'analyse est basée sur le test de Wilcoxon, les indicateurs de mesure de performance retenus sont les suivants :

Tableau°01: Principaux indicateurs de mesure de la performance

Indicateurs	Outils de mesure des variables	Relation attendue
Taux de rentabilité	TR= Résultat brut d'exploitation / Total actif	TR2 > TR1
Taux d'endettement	TEND= Dette moyen et long terme / Capitaux	TEND 2 < TEND1
Taux de marge	TM= Résultat brut d'exploitation / Valeur ajoutée	TM2 > TM1
Marge Bénéficiaire Nette	MBN=Résultat Net de l'Exercice/Chiffre d'affaires	MBN2 > MBN1
Taux de Valeur Ajoutée	TVA= Valeur Ajoutée / production	TVA2>TVA1
Ratio de Liquidité Immédiate	RLI = (Actif Court Terme— Stock) /passif court terme	RLI2>RLI1
Taux d'Autonomie	Capitaux propres/ Total Bilan	TAF2> TAF1
Productivité du Travail	PrL=Valeur Ajoutée à prix Constants / Effectif Total	PrL2>PrL1
Taux d'encadrement	Tencad = Emploi cadres / Emploi Total	Tencad2> Tencad1

Source : ITCEQ, opcit, P34.

Les résultats obtenus sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau°02: Tableau sommaire des résultats

Indicateurs de performance	moyenne avant privatisation	moyenne après privatisation	différente après-avant	Statistique Z *	% entreprises ayant enregistrées de bonnes performances
Taux de rentabilité	5,9	12,2	6,3	-1.62	67
Taux d'endettement	80,3	60	-20,3	-2.45	29
Taux de marge	3,6	41,4	37,8	-1.7	63
Marge Bénéficiaire Nette	-7,3	1	8,3	-1.72	63
Taux de Valeur Ajoutée	43	41,6	-1,4	0.29	50
Ratio de Liquidité Immédiate	164,5	149,2	-15,3	0.11	56
Taux d'Autonomie	25,2	42,6	17,4	-1.72	58
Productivité du Travail	26149	36279	10130	-2.45	68
Taux d'encadrement	14	18	4	-3.26	79

La valeur de la statistique **z** pour tous les indicateurs, à l'exception de l'indicateur de la valeur ajoutée et du ratio de liquidité, valide l'hypothèse de l'existence d'un changement significatif de la privatisation sur la performance des entreprises privatisées.

Selon l'étude de l'ITCEQ, l'indicateur de la valeur ajoutée a connu une légère baisse passant de 43% avant la privatisation à 41.6%. Et pour le ratio de liquidité, même avec une baisse de 15.3, l'ITCEQ mentionne que 56% des entreprises étudiées ont amélioré cet indicateur.

Les résultats pour le reste des indicateurs ont été satisfaisants. ***Nous pouvons conclure que la privatisation, pour le cas de la Tunisie et selon cet échantillon, a donné un impact positif pour la majorité des indicateurs de performance.***

III.2 PRESENTATION DE L'EXPERIENCE DE « L'ALGERIE * » :

III.2.1 HISTORIQUE DE LA PRIVATISATION EN ALGERIE :

L'économie algérienne est une économie basée sur l'exportation des hydrocarbures comme principale ressource économique. Cette économie est caractérisée aussi par un faible système bancaire en comparaison avec les économies développées. Ce qui ne constitue pas un élément d'attractivité des investissements étrangers.

Après l'indépendance, les premières préoccupations des dirigeants de la révolution été la reconstitution de l'économie algérienne. Ces dirigeants ont adopté la tendance

*Degré de significativité (α varie entre 5% et 10%)

* Nom officiel : République algérienne démocratique et populaire: un pays d'Afrique du nord qui a pour capitale [Alger](#). Avec une superficie: 2 381 741 km² et une population de 37.9 millions, l'Algérie partage au total plus de 6 385 km de frontières terrestres, avec notamment la [Tunisie](#) au nord-est, la [Libye](#) à l'est, le [Niger](#) et le [Mali](#) au sud, la [Mauritanie](#) et le [Sahara occidental](#) au sud-ouest, et enfin le [Maroc](#) à l'ouest

socialiste pour la gestion de l'économie nationale, cette décision a donné lieu à la création de plusieurs entreprises publiques dans plusieurs domaines d'activité.

En Algérie et au début des années 1980, le secteur public a présenté un niveau d'efficacité et de rentabilité non satisfaisant, les principales insuffisances de ce secteur sont ^{vii}:

- ✓ Capacités de production installées largement sous-utilisées ;
- ✓ Faible productivité des facteurs ;
- ✓ Dépendance technologique très forte ;
- ✓ Dépendance des marchés extérieurs pour les matières premières et les pièces de rechange ;
- ✓ Incapacité à assurer la croissance et à créer des emplois ;
- ✓ Déstructuration financière caractérisée par un endettement important vis-à-vis des banques commerciales et du trésor public ;
- ✓ Déficit en capacité de management sensibilisée aux mécanismes du marché.

Pour mettre fin à ces insuffisances, le gouvernement algérien a donné une nouvelle impulsion à l'évolution, entamée depuis 1990, vers l'économie de marché.

Cette orientation vers l'économie de marché a donné lieu à l'apparition de nouveaux textes législatifs relatifs à la création d'une Bourse des valeurs immobilières (décret législatif du 23 mai 1993), à la promotion et l'encouragement de l'investissement (décret législatif du 5 octobre 1993) et au rétablissement de la concurrence (ordonnance du 25 janvier 1995).

Si nous voulons faire un aperçu sur le développement de l'opération de la privatisation en Algérie, nous pouvons dire que cette dernière est apparue pour la première fois au début des années quatre-vingt avec la loi 81/84 relative à la cessation des biens immobiliers publics aux particuliers presque au Dinar symbolique, suivie de la loi 87/19 relative à cession de l'exploitation agricole publique aux particuliers que soit sous une forme individuelle ou collective. Puis en 1988, de nouvelles lois apparaissent relatives à l'autonomie de l'entreprise publique (loi 88/01), à la planification (loi 88/02) et aux fonds de participation (loi 88/0).

La loi propre à la privatisation des entreprises publiques est celle indiquée dans l'ordonnance n° 95/22 du 26 août 1995. Cette loi a été révisée et modifiée par le décret n° 96 /10 de janvier 1996. Elle porte sur les modalités de la privatisation, les entreprises à privatiser et les différentes procédures relatives à cette opération.

III.2.2 OBJECTIFS DE LA PRIVATISATION EN ALGERIE:

Selon SADI (2005), les objectifs de la privatisation en Algérie peuvent être regroupés en deux grandes catégories : objectifs purement financiers et économiques et objectifs de nature diverse ou secondaires.

➤ OBJECTIFS PUREMENT FINANCIERS ET ECONOMIQUES :

- A. La réduction du déficit budgétaire ;
- B. la recherche de l'efficacité économique.

➤ OBJECTIFS DE NATURE DIVERSE OU SECONDAIRE :

- A. Le développement de l'actionnariat populaire et des salariés
- B. La protection de l'emploi ou la minimisation des conséquences sociales de la privatisation ;
- C. L'appel aux investisseurs étrangers.

III.2.3 LES METHODES DE PRIVATISATION LES PLUS UTILISEES EN ALGERIE :

Les principales méthodes utilisées du transfert de propriété au secteur privé des biens relevant du patrimoine de l'entreprise publique sont :

A- La cession par le biais de marché financier ;

B-La vente de l'entreprise à ses dirigeants et employés ;

C -La cession gratuite des actions ;

D- La procédure de gré à gré ;

E-La vente aux enchères ;

F-La privatisation par augmentation du capital ;

G-La privatisation par conversion de la Dette Extérieure.

La mise en œuvre de la privatisation en Algérie, est garantie par les organes suivants :

A- Le Conseil des Participations de l'Etat (CPE) ;

B- Le Ministère des Participations et de la promotion des Investissements (MPPI) ;

C- Les Sociétés de Gestion et des Participations (SGP) ;

D- L'Entreprise Publique Economique (EPE).

III.1.4 PRESENTATION D'UNE ETUDE DE CAS :

Notre étude porte sur l'analyse de l'impact de la privatisation sur la performance de 30 entreprises publiques quatre ans avant et quatre ans après la privatisation.

Ces 30 entreprises publiques privatisés, évoluant dans des différents domaines d'activité qui sont : Agroalimentaire, Câblerie et matériels électriques, Chimie/Pharmacie, Matériaux de construction, Métallurgie/construction mécanique et Transport

Tableau°03: Répartition de l'échantillon par secteur

Domaine (ou secteur) d'activité	Nombre d'entreprise	%
Agro-Alimentaire (D1)	7	23.33%
Câblerie et matériels électriques (D2)	3	10%
Chimie/Pharmacie (D3)	5	16.66%
Matériaux de construction (D4)	9	30%
Métallurgie/construction mécanique (D5)	4	7.5%
Transport (D6)	2	6.66%
Total	30	100%

Les indicateurs d'analyse de l'impact de la privatisation sur la performance des entreprises publiques privatisées retenus sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau°04: Principaux indicateurs de mesure de la performance

Indicateurs	Outils de mesure des variables	Relation attendue
<u>Rentabilité :</u> Rentabilité financière Rentabilité économique Rentabilité commerciale	ROE = R.Net / Cap.Propres ROCE = R.Exploit / Cap.Engagés ROS = R.Net / Ventes	$ROE_A > ROE_B$ $ROA_A > ROA_B$ $ROS_A > ROS_B$
<u>Efficiences économique et des opérations:</u> Efficiences économique Ventes	VECE = Ventes / Capitaux Engagés RECE = R.Net / Cap.Engagés VENTES = chiffre d'affaires	$VECE_A > VECE_B$ $RECE_A > RECE_B$ $Ventes_A > Ventes_B$
<u>Politique financière :</u> Politique d'investissement Politique d'endettement Politique de dividende	PINV = Investissements / Ventes INCAP = Invest. / Capitaux Engagés ENDT = Total dettes / Capitaux Propres DIVVE = Dividendes / Ventes DIVRN = Dividendes / R.Net	$PINV_A > PINV_B$ $INCAP_A > INCAP_B$ $ENDT_A < ENDT_B$ $DIVVE_A > DIVVE_B$ $DIVRN_A > DIVRN_B$
Encouragement de salariés	PSAR = Part des salariés/R.net	$PSAR_A < PSAR_B$

A : après B :avant

Avant de procéder à l'analyse de l'impact de la privatisation sur la performance de ces entreprises, nous avons jugé important d'effectuer une analyse de significativité. Après application du test Wilcoxon, les résultats obtenus sont les suivant :

Tableau°05: résultats sommaires

	Indicateurs de performance	test Wilcoxon	
		Statistique z^4	Résultat du teste
Rentabilité	ROE	0.072	H1
	ROCE	0.025	H1
	ROS	0.127	H0
Efficiences économique et	VECE	0.006	H1
	RECE	0.027	H1
Efficiences opérationnelle	VENTES	0.049	H1
politique d'investissement et endettement	PINV	0.015	H1
	INCAP	0.781	H0
	ENDT	0.009	H1
Politiques de dividendes	DIVVE	0.879	H0
	DIVRN	0.002	H1
	PSAR	0.009	H1

⁴ Cette statistique est calculée après l'application du test de Wilcoxon par indicateur sur notre échantillon pour ($\alpha=0.1$)

Les résultats du test de wilcoxon, confirment que la privatisation a un impact significatif sur la performance des entreprises privatisées dans la majorité des critères.

❖ **Détermination de la nature de l'impact de la privatisation sur la performance des entreprises privatisées :**

Le tableau ci-après, nous indique la variation des indicateurs de performance après la privatisation :

Tableau N°06 : Evolution des indicateurs de performance

Indicateurs de performance		Moyenne		Différence
		Avant	Après	Après-Avant
Rentabilité	ROE	-0,23	0,12	0,35
	ROCE	0,09	0,14	0,05
	ROS	-6,77	-1,41	5,36
Efficience économique	VECE	1,11	1,17	0,05
	RECE	-0,21	0,09	0,29
Efficience opérationnelle	PV	1 421 135 980	2 514 151 099	1 093 015 119
Politique d'investissement	PINV	9,12	15,83	6,71
et endettement	INCAP	0,84	4,17	3,33
	ENDT	1,81	0,40	-1,41
Politique de dividendes	DIVVE	0,01	0,04	0,03
	DIVRN	0,10	0,29	0,19
	PSAR	0,07	0,03	-0,03

Les résultats obtenus par indicateurs peuvent être commentés comme suit :

1. Indicateurs de rentabilité :

Pour l'ensemble des indicateurs de rentabilité nous constatons une augmentation significative après la privatisation à l'exception de l'indicateur de rentabilité commerciale, qui a enregistré une augmentation non significative ;

2. Efficience économique et opérationnelle :

Les indicateurs d'efficience économique enregistrent une augmentation significative et l'indicateur de ventes enregistre également une augmentation significative et il répond aux résultats attendus ;

3. Indicateurs de la politique d'investissement et d'endettement:

Les indicateurs de l'investissement ont enregistré une augmentation mais seulement, l'augmentation de l'indicateur de l'investissement sur les ventes est significative. Et pour l'indicateur d'endettement, nous enregistrons une diminution significative, et ce qui correspond aux résultats attendus.

4. Indicateur de la politique de dividendes :

Nous constatons une augmentation des indicateurs de distribution de dividende après la privatisation et ce qui correspond aux résultats attendus, mais cette augmentation n'est pas significative pour l'indicateur dividendes sur le résultat net.

Et pour l'encouragement des salariés, nous remarquons une diminution significative, et cela est équivalent à la baisse de la performance sociale de l'entreprise après sa privatisation.

Dans l'ensemble, nous pouvons conclure que la privatisation de ces entreprises a donné un impact positif et significatif pour la majorité des indicateurs de rentabilité et d'efficience. Et nous constatons également que l'impact de la privatisation sur la politique d'investissement, d'endettement et de distribution de dividende est positif, mais cet impact est négatif sur la performance sociale de l'entreprise.

Conclusion:

Après avoir présenté ces deux expériences dans deux pays en voie de développement voisins. Nous constatons un alignement presque parfait surtout en ce qui concerne les objectifs d'adoption des programmes de privatisation.

Les résultats des études pratiques faites en Tunisie et en Algérie concluent que la privatisation a un impact positif pour la majorité des indicateurs de performance.

Références bibliographiques:

ⁱ Morin, E. et Savoie, A.: « Développement récent dans les représentations de l'efficacité organisationnelle », Revue Psychologica, n°27, Université de Coimbra, Portugal, 2002, p: 13

ⁱⁱ De La Villarmois, : « Le concept de performance et sa mesure : un état de l'art », Cahiers de recherche de l'IAE de Lille, N°5/2001, 2001, p : 1

ⁱⁱⁱ Sadi. N, « La privatisation des entreprises publiques en Algérie », ed L'Harmattan, Paris; 2005, P71-72.

^{iv} Nace.r AZOUANI, « Privatisation et performances économiques et financières des entreprises algériennes privatisées », thèse de doctorat ESC, 2010, pp 176-189.

^v www.privatisation.gov.tn.

^{vi} ITCEQ, « rapport sur la privatisation et le développement du secteur privée », Décembre 2010.

^{vii} Nacer-Eddine Sadi, « La privatisation des entreprises publiques en Algérie », op-cit, P79.